

PAS D'AUTRES CHOIX ? SI, SATISFAIRE NOS REVENDICATIONS !

Le psychodrame du remaniement ministériel a fait l'actualité de la fin du mois d'août, abondamment commentée par les médias. Mais au delà de ces péripéties qui démontrent néanmoins que les choix politiques « Hollando-Valsiens » sont loin de faire l'unanimité jusque dans l'exécutif, qu'est ce qui est fondamentalement en jeu ?

Ni plus ni moins que de disposer d'un gouvernement aux ordres et adhérant aux thèses « austéritaires » les plus forcenées, menant tambour battant une politique qui va au devant des attentes du patronat et qui promet de nouveaux reculs sociaux pour le plus grand nombre.

Chacun le sait : les choix présidentiels mènent l'immense majorité de la population et tous les salariés dans le mur.

A la DGFIP, comme ne s'en est pas caché Bruno Parent quand il a reçu les syndicats en début d'été, cela signifie poursuite des suppressions d'emplois, réduction continue des crédits de fonctionnements, recul des missions, avec comme conséquence première l'aggravation des conditions de travail.

Et c'est sans compter avec les nouveaux mauvais coups promis à la fonction publique que met en perspective une batterie de rapports récents. De ce point de vue, on ne dira jamais assez combien le projet de réforme territoriale comporte de dangers pour la pérennité de la DGFIP et de ses missions.

En résumé, alors que l'insupportable est largement atteint dans nombre de services, la seule perspective salutaire serait d'en rajouter des couches supplémentaires ?

Pas question de s'y résigner ! La CGT Finances Publiques considère plus que jamais que l'intervention des agents et plus largement du monde du travail est d'une absolue nécessité pour faire entendre la voix des exigences sociales et des revendications. Voilà où sont les vraies solutions alternatives aux difficultés rencontrées !

Contrairement à ce qu'assèment le gouvernement, le patronat et des médias à leur botte, faire ces autres choix est possible pour peu qu'on se libère de la tutelle patronale, et pour peu que la volonté de répondre aux attentes sociales prime.

En cette rentrée lourde de tous les dangers, la CGT Finances publiques, du local au national, travaillera sans relâche avec les agents pour que leur voix soit entendue, pour permettre leur rassemblement le plus large et pour organiser leur intervention collective sur les revendications.

Dans un tel contexte les élections professionnelles du 4 décembre prochain revêtiront aussi un enjeu tout particulier et leurs résultats seront regardés par le gouvernement avec la plus grande attention.

Face aux politiques régressives déclinées à la DGFIP, il sera donc vital de conforter et d'accroître la place du syndicalisme de propositions, de lutte et de négociation que représente la CGT aux Finances Publiques.



Montreuil, le 4/09/2014

Syndicat national CGT Finances Publiques

Case 450 ou 451 •

263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr

• Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr

• dgfip@cgt.fr • Tél : 01.55.82.80.80

• Fax : 01.48.70.71.63

